



HAL
open science

Printemps arabes, divergence des destinées nationales

David Goeury

► **To cite this version:**

David Goeury. Printemps arabes, divergence des destinées nationales. Julien Andrieu. L'Afrique : du Sahel et du Sahara à la Méditerranée, Ellipses, pp.207-219, 2017. hal-01632976

HAL Id: hal-01632976

<https://hal.science/hal-01632976>

Submitted on 13 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CHAPITRE : 2

Printemps arabes, divergence des destinées nationales

David Goeury

Introduction

Le printemps arabe est une appellation journalistique pour reprendre celui de printemps des peuples européens en 1848. Ces mouvements contestataires autour de mêmes registres d'actions collectives ont pris la forme d'une onde se propageant de la Tunisie à la Syrie. Si la dynamique enclenchée en Tunisie le 17 décembre 2010 met en avant une communauté de destin, ses effets sont très différents selon l'état des sociétés et des systèmes politiques. Elle interroge alors sur la capacité des acteurs à construire un consensus autour de nouvelles formes de pouvoir mais aussi sur la volonté de ces derniers à organiser une société démocratique ouverte ou au contraire un nouvel ordre de prédation et de contrôle des libertés individuelles¹.

La question est aussi éminemment géographique. Car si les médias ont avant tout observé le mouvement dans les capitales, voire quelques grandes villes emblématiques, il ne faut pas oublier que l'indignation a commencé par une immolation dans une petite ville du centre Tunisien, Sidi Bouzid. Puis, plusieurs dizaines de mouvements se sont déclenchés principalement dans des villes moyennes avant de gagner la capitale pour enfin se diffuser à l'échelle internationale. Par conséquent, si certains acteurs ont une ambition transnationale, comme les partis islamistes ou les forces modernistes s'appuyant sur la société civile progressiste, ils doivent composer avec les spécificités locales (notables ruraux, réseaux tribaux) et nationale (appareil sécuritaire, armée, administration, pouvoir monarchique au Maroc). Ainsi, les appareils politiques n'ont pas été systématiquement balayés et ont su organiser des formes de contre-révolutions puisant dans les substrats nationaux.

En 2017, il est possible alors de distinguer la Tunisie où le processus est toujours en cours, du Maroc et de l'Algérie qui initient des réformes sous contrôle, de l'Égypte où la contre-révolution est particulièrement brutale, de la Libye effondrée en pleine guerre civile.

¹ Bennani-Chraïbi M. et Fillieule O., 2012, p.767.

I. Révoltes des périphéries et Web 2.0

A. La contestation d'un capitalisme de connivence par les marges

Les mouvements révolutionnaires s'inscrivent dans un contexte d'épuisement des pouvoirs autocratiques. Les leaders historiques cumulent plusieurs décennies de pouvoir (24 années pour Zine El-Abidine Ben Ali, 29 pour Hosni Moubarak 1981, 42 pour Mouammar Kadhafi). Ils ont organisé un capitalisme de connivence amenant à l'affirmation d'une oligarchie prédatrice au profit de leurs proches (enfants, conjointe ou groupe tribal). Or, ce système a empêché toute dynamique entrepreneuriale non affidée au pouvoir en place et s'est traduit par un épuisement de la création d'emplois salariés privés au moment où s'affirme une génération de plus en plus nombreuse de jeunes diplômés². Cette économie de connivence préserve cependant la capitale. Emplois administratifs, relations incestueuses avec les grandes entreprises privées (en situation de monopole ou d'oligopole) permettent d'acheter une relative paix sociale en offrant des emplois salariés mais aussi d'organiser des dispositifs de charité attestant des largesses du leader. Cependant, les villes moyennes périphériques restent exclues de cette dynamique, les emplois salariés privés non agricoles sont rares. L'accès à l'emploi public est gangrené par le clientélisme et la corruption. L'informel est soumis à l'arbitraire des autorités. Les rares activités liées à l'économie résidentielle sont saisonnières comme le tourisme. Elles ne profitent donc pas du ruissellement potentiel des richesses en dehors de quelques localités d'où sont issus les proches du pouvoir.

Par conséquent, la dynamique révolutionnaire s'inscrit dans la logique d'un embrasement des périphéries. En Tunisie, elle commence à Sidi Bouzid, le 17 décembre 2010 puis pour s'étendre dans tout l'Ouest et le Sud tunisien avant de concerner la capitale, Tunis. En Algérie, le mouvement contre la vie chère commence aussi dans la petite ville de Chaiba, le 3 janvier 2011, avant de gagner Oran et Alger. En Libye, la ville de Benghazi est certes la deuxième ville du pays mais s'est toujours sentie écartée par Kadhafi du fait de son éloignement de Tripoli. En Égypte, le 25 janvier 2011, à l'appel de la journée de la colère, les manifestants défilent en masse au Caire mais aussi dans les grandes villes comme Alexandrie, Assouan, Assiout, Ismaïliya auxquelles s'ajoutent des petites villes du delta du Nil et du désert du Sinaï³. De même au Maroc, le 20 février, aux grandes villes de Rabat, Casablanca, Tanger, Marrakech, Fès, Agadir s'associent des dizaines de cortèges tout aussi importants dans des villes moyennes de provinces

² Khader, 2011, p.186

³ Pagès-El Karoui, 2011

rurales comme Al Hoceima, Bouarfa, Guelmim, Midelt, Tiznit, Tata⁴, voire des petites communes urbaines oasiennes, comme Akka. Au final, ce sont 53 localités où sont organisées des manifestations.

B. Des appareils sécuritaires dépassés

La démultiplication des manifestations amène à un dépassement des forces de l'ordre traditionnelles. Elles ne peuvent pas répondre par la force en tout lieu au même moment sans recourir à l'armée. Elles hésitent entre la stratégie classique de répression brutale et la conciliation. Par ailleurs, les violences étatiques renforcent un mouvement qui met en avant le suicide par immolation comme ultime modalité de contestation en Tunisie, en Algérie mais aussi au Maroc.

Les régimes aux abois démultiplient d'abord les arrestations arbitraires puis recourent à des stratégies non conventionnelles comme la libération des prisonniers de droit commun en Égypte, le recrutement de contre manifestants envoyés à l'assaut des cortèges (Tunisie, Égypte, Maroc). Mais là encore, les manifestants gagnent en légitimité en montrant qu'ils peuvent se mobiliser pacifiquement sans réagir à la surenchère violente en contrôlant la foule et la rue avec des chaînes humaines, voire repousser les assaillants comme au Caire⁵.

En Tunisie et en Égypte après une première réaction très violente, l'appareil sécuritaire privilégie le soutien aux révolutionnaires ne prenant pas le risque de soutenir un chef d'État vieillissant de plus en plus focalisé sur sa succession et sur l'enrichissement de ses proches. Les présidents sont poussés à la démission par l'armée moins d'un mois après le début des manifestations : le 14 janvier 2011 en Tunisie pour Zine El Abidine Ben Ali, 11 février 2011 pour Hosni Moubarak. En Algérie, la levée de l'état d'urgence le 18 février 2011 permet d'apaiser les tensions. Au Maroc, le discours royal du 9 mars 2011 répond aux revendications afin de désamorcer la mobilisation.

C. Le rôle des médias sociaux

La question des réseaux sociaux a été très largement débattue en qualifiant ces révolutions de révolutions Facebook ou Twitter. En effet, dans un contexte de contrôle des médias traditionnels, depuis plusieurs années, les jeunes contestataires avaient pris l'habitude de s'exprimer sur Internet via des blogs, des journaux en ligne mais aussi de relayer les manifestations sur les plateformes de vidéos. Les médias sociaux facilitaient la permanence de réseaux militants à basse intensité autour de mobilisations locales en agrégeant toutes les contestations qu'elles soient linguistiques (amazighité) mais aussi territoriales (accès aux services de base) ou de défense des biens publics (luttés contre la

⁴ Bennafla, 2011, p.150

⁵ Ben Néfissa, 2011, p.230

pollution, la spoliation des terres collectives, la corruption)⁶. Cette pratique s'est fortement développée avec la couverture croissante des différents pays par l'Internet haut débit. Ces jeunes militants ont donc créé une nébuleuse très réactive à même de transmettre des mots d'ordre mais aussi des informations sur l'état des contestations.

En Tunisie, les mouvements locaux sont donc fortement médiatisés permettant la diffusion de l'indignation. Or, les jeunes militants tunisiens influencent les jeunes militants égyptiens et marocains. Ces derniers décident alors de lancer un appel à manifester via les réseaux sociaux après des concertations collectives au sein d'organisation militantes déjà existantes. En Égypte, par exemple, le Mouvement de la jeunesse du 6 avril fondé en 2008 a été formé aux modalités d'occupation non violentes de l'espace public et s'inspire fortement du mouvement serbe Otpor qui a chassé Slobodan Milosevic en 2000⁷. Au Maroc, le Mouvement du 20 février s'appuie sur des réseaux militants d'extrême gauche, l'Association marocaine des droits humains, mais surtout sur ATTAC Maroc qui assure la coordination du mouvement dans plusieurs villes. Par conséquent, lorsque les jeunes militants diffusent des mots d'ordres, ces derniers sont repris dans tout le territoire grâce à des relais locaux bien implantés depuis plusieurs années. Internet permet alors un suivi des manifestations via des sites dédiés comme la plateforme marocaine Mamfakinch (Pas de concessions).

Les médias sociaux ont donc favorisé la dynamique contestataire qui s'appuyait sur l'expérience concrète de militants sur le terrain sachant articuler des revendications localisées ou sectorielles à des mots d'ordre nationaux mais aussi occuper pacifiquement l'espace public (manifestation, sit-in). Ils organisent de nombreuses assemblées délibératives en reprenant alors des principes d'horizontalité, de concertation et d'intégration d'opinions divergentes. Ils permettent ainsi la rencontre des forces politiques divergentes en associant laïcs progressistes et fondamentalistes religieux pour faire masse.

D. Une mobilisation urbaine comme pression continue

Dès la chute du régime en Tunisie et en Égypte ou le lancement de l'écriture de la nouvelle constitution au Maroc, commence une nouvelle séquence, celle de la mobilisation urbaine dans les plus grandes villes. Les militants continuent de manifester et d'exiger un changement institutionnel en profondeur. Ainsi, le gouvernement de transition en Tunisie est sous la pression de Tunis où désormais s'enchaînent les grandes manifestations comme celle de la kasbah, le 25 février 2011, pour s'assurer que le processus d'assemblée constituante soit mené à terme. De même, au Caire, la place Tahrir reste un lieu de manifestations hebdomadaires, le vendredi, pour réclamer le changement institutionnel global et

⁶ Goeury, 2014

⁷ Ben Néfissa, 2011, p.232

diffuser des mots d'ordres spécifiques (dénonciation des violences policières, libération des prisonniers politiques, inculpation de Hosni Moubarak). Au Maroc, le mouvement du 20 février reste mobilisé. Des rassemblements mensuels puis hebdomadaires dans les grandes villes contestent les modalités de rédaction de la nouvelle constitution via une commission d'experts nommée par le roi⁸.

Cette mobilisation continue et régulière permet alors de former une nouvelle génération de militants à la manifestation et à l'occupation de l'espace public. Cependant, en Égypte, la répression se fait de plus en plus brutale, tandis qu'au Maroc, les autorités privilégient l'épuisement par le harcèlement régulier des militants. Pourtant, ces derniers restent mobilisés.

II. Le vote comme solution: un hiver islamiste ?

A. Les partis islamistes en tête aux élections de 2011

Après le moment révolutionnaire est venu le temps du vote : le suffrage universel joue alors un rôle de pacification et domestication de la violence politique. Il délégitime les mouvements de la place Tahrir au Caire, de la place de la Kasbah à Tunis⁹. Des élections concurrentielles et ouvertes sont organisées en octobre 2011 en Tunisie et en novembre 2011 en Égypte et au Maroc. Ces élections se concluent par une victoire des islamistes dans tous les pays : ils recueillent 37% des voix en Tunisie avec Ennahdha ; 37,5% en Égypte avec la coalition dite de l'Alliance démocratique pour l'Égypte dirigée par les Frères musulmans auxquels doivent s'ajouter les 27,5% de la coalition salafiste du bloc islamiste dirigé par le parti Al Nour ; et 27,08% avec le Parti justice et développement (PJD) au Maroc. La Libye fait figure d'exception en 2012, car si les islamistes obtiennent 21,3% des suffrages, ils sont largement devancés par l'Alliance des forces nationales 48,8% des voix. Cependant, ces chiffres ne concernent que les 80 sièges élus à la proportionnelle réservés aux partis, les 120 autres sièges étant réservés aux candidats indépendants.

B. L'abstention un élément déterminant

Ces victoires islamistes sont à nuancer au regard des taux de participation réel, soit les suffrages exprimés pour un parti par rapport à l'ensemble du corps électoral. En effet, historiquement dans le cadre de régimes autoritaires, la signification du vote doit être lue comme un acte d'allégeance ou le produit d'une transaction électorale collective. Les électeurs se mobilisent pour signifier leur unité ou pour exiger du candidat une infrastructure de base (route, dispensaire,

⁸ Desrues, 2012, p.369-370

⁹ Ben Néfissa, 2012, p.27

école), voire pour obtenir une rémunération dans une logique de redistribution clientéliste¹⁰. L'abstention doit donc être comprise comme un acte de désaffiliation politique ou de contestation. Les électeurs votent alors avec leurs pieds. Or, les élections régulières mais non concurrentielles amènent à un désengagement de l'électorat notamment dans les grandes villes mais aussi dans certaines régions périphériques contestatrices. Ainsi, au Maroc la participation s'est effondrée depuis 1997 et le regain d'intérêt pour les élections en 2011 est très limité : sur plus de 20 millions d'adultes, seuls 6,1 millions de Marocains se sont déplacés et 1,3 million ont voté blanc ou nul, au final le PJD remporte les élections avec 1 millions de voix, soit 5% du corps électoral¹¹. En Égypte et en Tunisie, l'élection d'une assemblée constituante a favorisé un regain de participation aux élections mais il reste modéré : 52% du corps électoral en Tunisie, 62% en Égypte¹². Par ailleurs, les deux pays connaissent un émiettement politique du fait de l'éclatement idéologique des forces progressistes mais aussi des vellétés de notabilités régionales de s'émanciper de la tutelle nationale.

C. Une victoire islamiste éphémère ?

Au milieu d'une abstention massive, les partis luttent alors pour mobiliser un électorat leur permettant de remporter les élections. Les islamistes se sont appuyés sur les réseaux militants les mieux organisés et ont fait preuve de la plus grande discipline électorale. Ils disposaient de deux relais différents : des associations de prédication religieuse et des associations de charité. Ils ont pu ainsi ouvrir très rapidement des sièges de campagne dans tout le territoire grâce à la présence de militants mais aussi de sympathisants prêts à s'engager sur le terrain. Enfin, aux moyens humains, ils ont associé des moyens financiers issus des cotisations mais aussi de bailleurs internationaux.

Le vote islamiste diffère selon les pays : en Égypte, il est celui de la classe pauvre urbaine; au Maroc, celui de la classe moyenne intégrée. Par ailleurs, en Tunisie, il est possible de lire une opposition entre le littoral nord et, tout particulièrement Tunis, où le vote progressiste l'emporte face à un Sud plus conservateur largement dominé par le parti Ennahdha¹³. En revanche, au Maroc, le PJD est victorieux dans toutes les grandes villes et tout particulièrement à Casablanca, Rabat, Tanger, Agadir où les forces de gauche sont totalement discréditées par 14 ans de participation aux gouvernements de coalition¹⁴.

Les jeunes leaders de la contestation ne disposaient pas des relais nécessaires pour mobiliser lors d'une consultation électorale. Ils sont premièrement sociologiquement très éloignés des électeurs historiques qui ne peuvent

¹⁰ Goeury, 2015

¹¹ Goeury, 2015

¹² Ben Néfissa, 2012

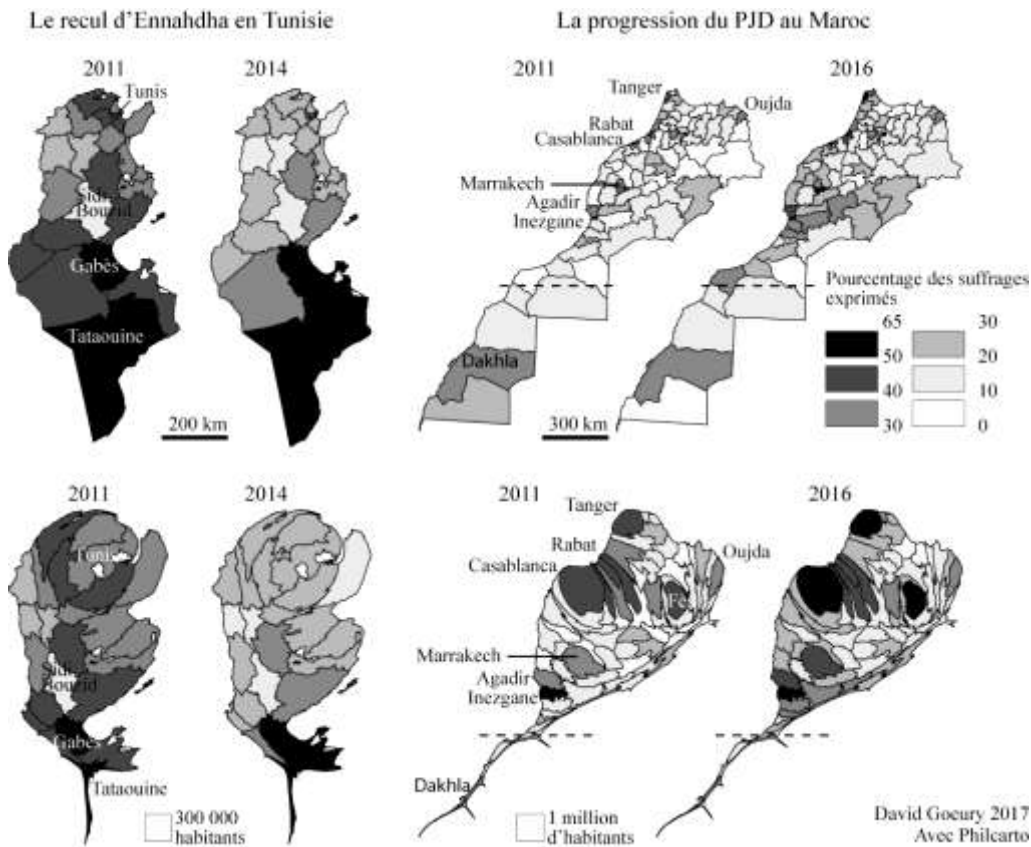
¹³ Gana, 2016, p.75

¹⁴ Goeury, 2015

aucunement s'identifier à eux. Ils appellent alors soit au boycott comme au Maroc soit ils créent des micro-partis qui réalisent des scores très faibles comme en Tunisie et en Égypte.

Après ce premier moment électoral, rapidement les partis islamistes connaissent une contestation grandissante en regard de leur incapacité à porter les grandes réformes nécessaires. D'une part, ils ne disposent d'aucune expérience concrète de gouvernement, d'autre part ils se heurtent à une forte résistance des cadres administratifs souvent hostiles à leur idéologie mais aussi de la société civile progressiste. La contestation politique s'organise et se traduit par de nouvelles manifestations nourrissant une remise en question des gouvernements islamistes à partir de 2013, en Tunisie, en Égypte et au Maroc. Cependant, ces derniers connaissent des destinées différentes. En Égypte, les frères musulmans sont interdits et pourchassés. En Tunisie, Ennahdha perd en influence mais reste dans la coalition gouvernementale. Au Maroc, le PJD conserve le pouvoir et fait preuve d'une forte capacité à négocier.

Cartes et cartogrammes des évolutions du vote pour Ennahdha en Tunisie de 2011 à 2014 pour le Parti de la justice et du développement au Maroc de 2011 à 2016



Sources : Instance supérieure indépendante pour les élections pour la Tunisie
Ministère de l'Intérieur pour le Maroc

III. Des trajectoires nationales différentes

A. La Tunisie, un processus toujours inachevé

La Tunisie pionnière dans le mouvement a connu un lent processus politique de réforme. Ainsi, la mandature du parti Ennahdah s'est soldée par un échec. Le parti est jugé incapable de faire face aux menaces intérieures et notamment aux groupes terroristes qui démultiplient les attentats.

L'assassinat le 6 février 2013 de l'homme politique, avocat et défenseur des droits de l'homme, Chokri Belaïd, ouvre une nouvelle vague de contestations très fortes contre le parti Ennahdah accusé de connivence avec les mouvements salafistes¹⁵. Les bureaux du parti sont saccagés à Béja, Gabès, Gafsa, Monastir et Sfax. Le 8 février, l'Union général des travailleurs tunisiens (UGTT) lance une grève générale. Le chef du gouvernement Hamadi Jebali est alors obligé de démissionner le 19 février au profit de son ministre de l'intérieur, lui aussi membre d'Ennahdah, Ali Larayedh. Cependant, le parti reste fortement contesté, d'autant plus que le pays est plongé dans un marasme économique préoccupant. Dès lors, le parti Ennahdah s'accorde avec la coalition pour laisser le gouvernement à un technocrate, Medhi Jomaa, le 10 janvier 2014. Ce dernier reçoit la charge d'organiser les élections législatives et surtout de rétablir la sécurité au sein du pays.

Parallèlement, les forces politiques se réorganisent pour contrer la dynamique d'Ennahdah. Elle se fédère dans le parti Nidaa Tounes, fondé en 2012, par Béji Caïd Essebsi, le premier ministre de la transition du 27 février au 24 décembre 2011, ancien ministre de Bourguiba, président de la chambre des députés sous Ben Ali¹⁶. Le parti remporte les élections de 2014, avec 1 279 941 voix, soit 37,56 % des suffrages, tandis qu'Ennahdah perd le tiers de ses électeurs (947 034 voix, soit 27,79% des suffrages). Cependant, Nidaa Tounes doit organiser une vaste coalition et finit par s'allier avec Ennahdah pour disposer de la majorité absolue, au risque de créer des tensions en son sein. Le parti islamiste soutient alors Béji Caïd Essebsi à l'élection présidentielle au suffrage direct de novembre 2014 qu'il remporte contre Moncef Marzouki, le président sortant.

L'abstention progresse de façon continue, l'électorat tunisien est de moins en moins mobilisé passant de 4,3 millions votants en octobre 2011 à 3,3 en novembre 2014. Par ailleurs, le parti Nidaa Tounes connaît une scission d'un quart de ses députés, ce qui le place désormais deuxième au parlement derrière Ennahdah.

¹⁵ Gobe, 2014, p.301

¹⁶ Chouikha, 2013, p.392

Ces tensions partisans fragilisent l'organisation de la vie politique et la mise en œuvre de la constitution retardant notamment sans-cesse les élections locales. En 2016, Béji Caïd Essebsi décide de lancer un gouvernement d'union nationale pour préparer les élections locales de 2017 en choisissant un jeune chef du gouvernement Youssef Chahed, dont les deux missions sont la lutte contre le chômage et la lutte contre la corruption. Or, la Tunisie est secouée par des mouvements de contestation importants, tout particulièrement dans les gouvernorats de Kébili et de Tataouine en mai 2017.

B. L'Égypte, une contre révolution brutale

L'Égypte apparaît aujourd'hui comme l'archétype même de la reprise en main du pays par l'appareil militaire.

Après un an d'exercice du pouvoir, le gouvernement islamiste et tout particulièrement Mohamed Morsi, président élu au suffrage universel le 17 juin 2012, sont fortement contestés, accusés de dérive dictatoriale par les mouvements laïcs de gauche. En avril 2013, est lancé le mouvement Tamarod qui souhaite rassembler 15 millions de signatures pour obtenir la démission du gouvernement et l'organisation d'élections anticipées. Après des rassemblements massifs à Alexandrie, Assouan, Daqahliyah, Gharbeya et Le Caire, 22 millions de signatures sont recueillies. Le mouvement appelle à manifester le 30 juin au Caire mais aussi à Alexandrie, Port-Saïd et Suez. Suite à des violences, l'armée saisit l'opportunité avec le général Abdelfatah Khalil al-Sissi, ministre des armées nommé en 2012 par Mohamed Morsi, pour lancer un ultimatum au président, le 1^{er} juillet 2013. Le 4 juillet, le président Morsi est arrêté par l'armée, le 5 juillet le parlement est dissout. Le magistrat Adil Mansour est nommé président par intérim.

Commence alors une vague de violences sans précédent. Le 8 juillet, l'armée tire sur les manifestants pro-Morsi réunit devant le complexe de la garde républicaine où le président était détenu. Les soutiens au président décident d'occuper plusieurs places au Caire comme la place Al-Nahda à Gizeh et tout particulièrement la place Rabia-El-Adaouia à Nasr City. Suite à l'ultimatum d'évacuation, la police investit cette dernière le 14 août 2013. L'opération tourne à l'affrontement : 638 personnes sont tuées selon les autorités, 2600 selon les Frères musulmans. Ce massacre entraîne des manifestations violentes dans la banlieue du Caire à Gizeh et dans tout le pays à Alexandrie, Assiyut, Assouan, Ismaïlia, Suez. Un couvre feu est proclamé dans 14 des 27 gouvernorats. Le général Sissi entame alors une vague de répression acharnée contre les Frères musulmans se traduisant par de nombreuses exécutions sommaires et arrestations arbitraires : selon Amnesty International, 1400 manifestants auraient été tués entre août 2013 et janvier 2014. Les violences se répercutent

sur la communauté copte accusée par les Frères musulmans de soutenir le coup d'état militaire, les incendies d'églises et les attentats se multiplient.

Le général Sissi prépare alors l'élection présidentielle de mai 2014 où il est élu avec 96% des suffrages mettant définitivement fin à la séquence démocratique¹⁷. Un nouveau parlement est élu en décembre 2015 avec un taux de participation très faible de 28,3%. Le nombre de votants s'est effondré passant de 27 millions en novembre 2011 à 15 millions en décembre 2015. Les indépendants sont majoritaires. Les médias sont réduits au silence, les ONG ne peuvent plus recevoir de financements internationaux sans l'aval de l'appareil sécuritaire.

C. La Libye : un État failli

La structure tribale en Libye a été au cœur du processus révolutionnaire mais elle a aussi favorisé la guerre civile et l'effondrement du pays.

Ainsi, la révolution débute à Benghazi le 17 février 2011 et prend rapidement la forme d'affrontements de plus en plus violents, les forces armées se divisant entre révolutionnaires et loyalistes selon des logiques tribales. Il faut plus de huit mois de combats acharnés, accompagnés de multiples bombardements effectués par une coalition internationale pour amener à la chute du régime suite à la mort de Mouamar Kadhafi le 20 octobre 2011 à Syrte. La guerre est avant tout urbaine. Les milices se multiplient en recrutant parmi les très nombreux jeunes au chômage (42% des moins de 25 ans étaient au chômage en janvier 2011). Elles ont progressivement assuré tous les services de proximité (ambulance, lutte contre les incendies) et ont refusé d'abandonner leurs positions amenant à de nouveaux affrontements entre milices pour le contrôle des quartiers dans les villes, mais aussi pour le contrôle de la manne pétrolière à l'échelle nationale¹⁸.

Le processus électoral ne s'est pas traduit par le désarmement. En 2012, le congrès général national est élu avec l'objectif de construire les nouvelles institutions libyennes. En 2014, il organise les élections de la chambre des représentants pour accélérer le processus, mais la défaite des islamistes sur fond d'une abstention croissante 630 000 votants soit moins de 20% du corps électoral et l'incapacité d'organiser les élections pour 12 députés du fait des violences et du boycott des villes amazighes (*berbères*) de Jado et Zurawah plongent le pays dans une nouvelle guerre civile. La chambre des représentants est contrainte de fuir Tripoli pour Tobrouk, alors que des anciens élus au congrès général national réactivent cette assemblée à vocation temporaire avec le soutien des milices islamistes dans la capitale. Le pays est donc tiraillé entre deux parlements. Des groupes islamistes de plus en plus radicaux s'affirment, certains prêtant allégeance à l'État islamique à Derna avant de prendre le contrôle de

¹⁷ Ben Néfissa, 2015, p.712

¹⁸ Haddad, 2015

Syrte. Le pays s'effondre et devient une plaque tournante de nombreux trafics notamment d'être humains. Les puissances occidentales démultiplient les interventions militaires comme les États Unis après l'attaque de leur ambassade le 11 septembre 2012. L'Égypte, l'Algérie et la Tunisie sécurisent leur frontière de peur d'incursions jihadistes comme l'éphémère prise de contrôle de Ben Guerdane en Tunisie, le 7 mars 2016¹⁹.

Sous la pression des puissances internationales, un gouvernement d'Union nationale est instauré à Tripoli en 2016. Commence alors de longues négociations avec l'ensemble des parties et notamment avec le général Haftar qui depuis 2014 s'est constitué une armée privée en unifiant différents groupes armés et en faisant reculer les groupes jihadistes. En juillet 2017, un cessez le feu est proclamé et des élections sont envisagées pour 2018.

D. Le Maroc : une cohabitation entre Makhzen et islamistes

Au Maroc, apparaît une cohabitation entre la structure de pouvoir historique, le Makhzen (agrégat politique regroupant partis politiques, appareil sécuritaire, grands entrepreneurs autour du palais royal), et les islamistes.

En 2011, la nouvelle constitution obtient 98,5% de oui, avec un record de 10 millions de votant, mais qui représentent à peine de 50% du corps électoral, l'opposition ayant appelé au boycott. La nouvelle loi fondamentale a été présentée comme l'aboutissement du processus de démocratisation initié en 1997 avec l'alternance, soit un gouvernement de coalition associant anciens opposants de gauche à des technocrates proches du palais royal. Les islamistes du PJD ont donc tout simplement intégré le jeu des grandes coalitions formant un gouvernement en 2012 avec trois alliés, les nationalistes historiques de l'Istiqlal, les traditionnalistes amazighes du Mouvement populaire, les socialistes du Parti pour le progrès et le socialisme²⁰.

Néanmoins, à l'été 2013, le bilan extrêmement modeste du gouvernement amène à une crise politique entre les partis qui se solde par le départ de l'Istiqlal et l'entrée du Rassemblement national des indépendants, proche du patronat et de la monarchie. L'objectif est alors de mettre en œuvre les réformes constitutionnelles et notamment la régionalisation avancée qui a aussi pour objectif de proposer une alternative crédible au référendum d'autodétermination du Sahara occidental. Si les islamistes dirigent le gouvernement, ils jouent un rôle second, misant avant tout sur la conservation de leur électorat. En 2015, ils remportent les élections locales prenant le contrôle de toutes les grandes villes du royaume exception faite d'Oujda, de Laâyoune et de Beni Mellal, mais laissent le contrôle des régions aux partis proches du pouvoir royal. Ainsi, en 2016, ils remportent les élections législatives en mettant en avant leur marginalisation

¹⁹ Idem, *ibidem*

²⁰ Desrués, 2012, p.386-387

politique vis-à-vis de "l'État profond" (le *Tahakoum*) qui associerait l'appareil sécuritaire, les partis monarchistes et le palais royal²¹. Ils deviennent le seul parti islamiste de la zone à se maintenir au pouvoir et à renforcer leur électorat. Cependant, malgré leur progression, ils sont obligés de reformer une vaste coalition du fait de l'affaiblissement de leurs alliés potentiels. Les longues tractations aboutissent finalement à la reconduite du gouvernement de 2013.

Le changement institutionnel reste très lent. De grands mouvements d'indignation dénoncent un système judiciaire archaïque (mariage d'une mineur avec son violeur en 2012, grâce royale d'un pédophile en 2013, condamnation de deux jeunes femmes pour tenue indécente en 2015) et se traduit par une pression constante sur les autorités.

En 2015, des conseils régionaux ont été élus au suffrage universel direct et disposent de prérogatives importantes. Cependant, la très faible déconcentration de la prise de décision pénalise la mise en œuvre effective toujours balbutiante en 2017. Or, les motifs de contestation territoriaux persistent tout particulièrement dans le Rif. A Al Hoceima, le mouvement El Hirak, libre de tout encadrement politique, mais regroupant de nombreux militants du 20 février, dénonce l'enclavement et les faibles perspectives d'emplois à partir de novembre 2016, suite à la mort accidentelle d'un trafiquant de poisson, broyé dans une benne à ordures. En mai 2017, El Hirak acquiert une audience nationale obligeant à une mobilisation de tout l'appareil politique. D'une part, le gouvernement répond à toutes les demandes d'équipements socio-économiques, les différents ministres venant sur place. D'autre part, le ministère de l'intérieur organise la répression systématique des manifestations en arrêtant tous les potentiels leaders charismatiques, les journalistes citoyens, allant jusqu'à bloquer les réseaux sociaux et la connexion Internet pour empêcher la médiatisation des manifestations du 20 juillet 2017. Parallèlement, des manifestations de soutien sont organisées à Rabat et Casablanca mobilisant des dizaines de milliers de personnes.

E. Algérie : autolimitation de la contestation ?

L'Algérie est aussi touchée par un vaste mouvement de manifestations sur fond d'augmentation des prix des denrées alimentaires à partir du mois de janvier 2011. Cependant, le régime algérien procède à un encadrement très strict des manifestations puis entame une série de réponses sectorielles afin de désamorcer la contestation. L'acte le plus symbolique est la levée de l'état d'urgence le 24 février 2011, un peu plus de 19 années après son instauration, le 9 février 1992. Cette décision très populaire amène alors à un reflux des manifestations à caractère politique. Parallèlement, face aux multiples grèves, des augmentations de salaire très conséquentes sont accordées à l'ensemble des

²¹ Desrués, 2015, p.198-200

professions. Enfin, il organise un vaste plan d'aides sociales à hauteur de 15 milliards d'euros de transferts sociaux. L'État profite de l'envolée des prix des hydrocarbures pour acheter la paix sociale. Parallèlement, les mouvements contestataires s'autolimitent de peur de plonger le pays dans la guerre civile dont le souvenir reste très vif²². Enfin, le gouvernement mène une importante politique de sécurisation de son territoire face à la menace jihadiste et à l'effondrement de la Libye.

Aux élections législatives de 2012, il autorise 17 nouveaux partis ce qui permet au FLN d'obtenir 221 sièges sur 462 avec seulement 1 324 363 voix soit 14,18% des suffrages (mais à peine 5% du corps électoral)²³. Son allié le Rassemblement national démocratique en obtient 70 avec seulement 5,6% des suffrages exprimés. L'abstention est massive avec un taux de participation d'à peine 42,9%. En 2014, le président Bouteflika est réélu au premier tour avec 82% des suffrages avec un fort recul de la participation par rapport à 2009, (51,7%) et d'importants soupçons de fraude dans un contexte de tensions croissantes²⁴. Par conséquent, en 2017, les élections législatives se traduisent par un effondrement de la participation à 35,4% et une progression sans précédent des votes blancs qui sont de fait le premier parti d'Algérie (1,7 millions). Le FLN avec 1,6 millions de voix remporte 26% des suffrages, tandis que le RND avec 964 560 voix en obtient 15%.

Pour autant, la situation reste extrêmement préoccupante. Le président Bouteflika est désormais grabataire et muet. Les tensions au sein de l'appareil sécuritaire sont très fortes et ce dernier a tendance à se tribaliser. Des tensions régionales persistent comme à Ghardaïa dans le Mzab où les affrontements se multiplient tout au long de l'année 2015.

Conclusion : entre l'échec et l'inachevé, l'absence de démocratie locale et une place des femmes toujours à construire

Les effets du printemps arabes sont donc très contrastés et font apparaître au final la Tunisie comme une exception. Par ailleurs, le processus démocratique est loin d'être achevé du fait de l'absence d'élections locales depuis 2011. Or, ce dernier point apparaît essentiel. L'obsession pour les dynamiques nationales ne doit pas occulter l'absence de démocratie locale. La régionalisation et la municipalisation sont encore vue comme des menaces par les gouvernements centraux qui associent toute décentralisation à un processus d'autonomisation et donc de sécession²⁵. Seul le Maroc a initié une réforme d'envergure.

²² Dris Aït Hamadouche, 2012

²³ Dris, 2013, p.283

²⁴ Dris, 2015, p.149

²⁵ Bras, 2017, p.9

Loin d'éteindre les motifs de contestation, cette absence de démocratie locale ne fait que les entretenir. Ainsi, les particularismes régionaux s'expriment avec d'autant plus de vigueur que les habitants ont le sentiment de n'avoir aucune prise sur les affaires publiques et de subir des décisions nationales. Au final, les motifs de contestation n'ont pas reçu de réponse et donc les mouvements sociaux persistent en Algérie, en Tunisie et au Maroc.

L'absence d'une architecture politique accroît le risque de faillite des États, soit le moment où l'ensemble des institutions s'effondrent perdant toute capacité à conserver le monopole de la violence mais aussi à assurer leur rôle d'instance de négociation entre les groupes d'intérêts divergents. L'effondrement de la Libye est caractéristique du retour à une économie de prédation autour des ressources pétrolières qui peuvent être vendues directement sur le marché noir. Dans les autres États, l'absence de développement local favorise les activités frontalières de contrebande qui prennent une ampleur croissante dans le Sinaï en Égypte, dans le Sud et l'Ouest de la Tunisie, le Sud de l'Algérie, le Sud du Maroc. Or, toute la question est le maintien sous contrôle de ces activités en évitant un basculement dans la violence.

Enfin, le processus de démocratisation reste très masculin. Les femmes même si elles sont présentes dans les cortèges subissent un harcèlement constant dans l'espace public. Elles restent très minoritaires dans les instances politiques et malgré les quotas, elles occupent des positions ministérielles souvent marginales. Le combat pour l'égalité devant la loi est d'autant plus difficile dans un contexte où des groupes de jeunes hommes souhaitent maintenir un ordre masculin par la violence. Ces derniers viennent nourrir les groupes contre-révolutionnaires et les mouvements salafistes, allant jusqu'à composer des milices religieuses.

Bibliographie

- Ben Néfissa S., « Ces 18 jours qui ont changé l'Égypte. Révolution civile et politique », *Revue Tiers Monde*, 2011, p. 227-236.
- Ben Néfissa S., « Trajectoires transitionnelles et élections en Tunisie et en Égypte », *Confluences Méditerranée*, n°82, 2012, p. 9-27.
- Ben Néfissa S., « Reformulation autoritaire et crises multidimensionnelles en Égypte », *Annuaire Français des Relations internationales*, vol.16, 2015, p.697-712.
- Bennafla K., Seniguer H., « Le Maroc à l'épreuve du printemps arabe : une contestation désamorcée ? », *Outre-Terre*, n° 29, 2011, p. 143-158.
- Bennani-Chraïbi M. et Fillieule O., « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », *Revue française de science politique*, Vol. 62, 2012, p. 767-796.
- Bras J-P. et Signoles A., « Introduction du dossier : États et territoires du politique. La décentralisation en débat », *L'Année du Maghreb*, 2017, p.9-25.
- Chouikha L. et Gobe E., « La Tunisie en 2012 : Heurs et malheurs d'une transition qui n'en finit pas », *L'Année du Maghreb*, 2013, p.385-407.
- Desrués T., « Le gouvernement Benkirane à mi-mandat : De l'art d'agiter les épouvantails », *L'Année du Maghreb*, 2015, p.195-222.
- Desrués T., « Le Mouvement du 20 février et le régime marocain : contestation, révision constitutionnelle et élections », *L'Année du Maghreb*, 2012, p.359-389.

- Dris Aït Hamadouche L. et Dris C., « De la résilience des régimes autoritaires : la complexité algérienne », *L'Année du Maghreb*, 2012, p.279-301.
- Dris C., « Élections, dumping politique et populisme : Quand l'Algérie triomphe du « printemps arabe » », *L'Année du Maghreb*, 2013, p. 279-297.
- Dris C., « Algérie 2014 : De l'élection présidentielle à l'émergence des patrons dans le jeu politique », *L'Année du Maghreb*, 2015, p.149-164.
- Gana A. et Van Hamme G. (Dir), *Processus électoraux et territoires en Tunisie. Les enseignements des scrutins post-révolution*, Karthala, 2016.
- Gobe E. et Chouikha L., « La Tunisie politique en 2013 : de la bipolarisation idéologique au « consensus constitutionnel » ? », *L'Année du Maghreb*, 2014, p.301-322.
- Goëury D., « La visite royale comme réponse au stress territorial : les conséquences des manifestations rurales dans le Haut Atlas central et oriental marocain », *L'Espace Politique* [Online], n°24, 2014, <http://espacepolitique.revues.org/3242>
- Goëury D., « Une nouvelle géographie politique du Maroc. Le pouvoir est-il enfin dans les mains des villes ? », *EspacesTemps.net*, Travaux, 12.05.2014.
- Haddad S., « La Libye, un État failli ? À propos du chaos libyen et de l'échec d'une transition », *L'Année du Maghreb*, 2015, p.167-191.
- Khader B., « La Tunisie fut-elle l'hirondelle qui annonçait le printemps arabe ? », *Outre-Terre*, n° 29, 2011, p. 177-192.
- Lavergne M., « Révolutions arabes : pas de démocratisation sans décentralisation », *Confluences Méditerranée*, n ° 85, 2013, p.17-31
- Pagès-El Karoui D. et Vignal L., « Les racines de la « révolution du 25 janvier » en Égypte : une réflexion géographique », *EchoGéo*, Sur le Vif, mis en ligne le 27 octobre 2011.